



HAL
open science

Langues au travail et attributs socio-démographiques en Suisse

Ilaria Masiero, François Grin

► **To cite this version:**

Ilaria Masiero, François Grin. Langues au travail et attributs socio-démographiques en Suisse. Etudes en didactique des langues, 2022, Les langues au travail / Languages at work, 38, pp.57-77. hal-04397549

HAL Id: hal-04397549

<https://hal.science/hal-04397549v1>

Submitted on 16 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Langues au travail et attributs socio-démographiques en Suisse

Ilaria MASIERO & François GRIN¹

Observatoire ÉLF, Faculté de traduction et interprétation (FTI)

Université de Genève, Suisse



Introduction

Cet article propose un portrait général de l'incidence de différents types de pratiques plurilingues² au travail en examinant les liens entre celles-ci et divers attributs socio-démographiques. La question de la pluralité de langues utilisées au travail a été abordée dans plusieurs perspectives disciplinaires distinctes ancrées soit en linguistique appliquée, soit en économie des langues. Notre approche s'inspire principalement de la seconde et recourt à une démarche quantitative; nous appliquons dans ce texte l'outil analytique des "résidus standardisés ajustés" aux données issues d'une enquête représentative à grande échelle sur les pratiques linguistiques en Suisse. Ceci permet d'analyser de manière explicite, formelle et calculable, les liens entre les langues utilisées au travail et les attributs socio-démographiques tels que le type d'activité, la catégorie socio-professionnelle et la région de résidence.

Après cette brève introduction, nous nous plaçons dans une optique interdisciplinaire afin de situer notre étude par rapport à différentes perspectives sur le thème des langues au travail et mettons en évidence le caractère inédit de l'approche proposée ici. Nous présentons, tout d'abord, l'enquête et les données utilisées, suivie d'un survol descriptif du contexte socio-démographique et linguistique de la Suisse et, enfin, une série de statistiques descriptives mettant en relation les pratiques linguistiques au travail et les caractéristiques socio-démographiques des acteurs. Puis nous présentons le principal outil analytique utilisé dans cette étude, grâce auquel on peut aborder la question suivante: comment identifier les *associations* et les *dissociations* statistiquement significatives entre *certaines*

¹ Cette recherche a été réalisée grâce au soutien du Centre scientifique de compétence sur le plurilinguisme de Fribourg (Suisse).

² Pour les auteurs, le multilinguisme se réfère à l'usage de plusieurs langues dans une SOCIÉTÉ et le plurilinguisme à la présence de plusieurs langues dans le répertoire d'une PERSONNE, et/ou utilisation de plusieurs langues par une personne (NDLR).

pratiques linguistiques au travail et *certaines* caractéristiques socio-démographiques? Ensuite, nous présentons et discutons une sélection de résultats chiffrés avant de proposer une brève conclusion.

Les langues au travail: des approches très diverses

Dans cet article, nous mettons l'accent sur la pluralité des langues au travail et notamment sur l'identification, au niveau "macro", des conditions dans lesquelles les pratiques plurilingues tendent à se déployer. Nous n'abordons pas, en revanche, certaines questions classiques de la linguistique appliquée comme le rôle du langage au travail, y compris dans un cadre monolingue, telles que ces questions ont pu être traitées dans des travaux connus comme Borzeix & Fraenkel (2001) ou Boutet (2001).

L'approche de cette étude s'inscrit dans l'optique de l'économie des langues (Gazzola & Wickström, 2016; Grin, 2003; 2016; Carrère *et al.*, 2016; Vaillancourt, 1985). Toutefois, la question de la pluralité de langues utilisées au travail a été abordée dans plusieurs perspectives disciplinaires distinctes, qui souvent s'ignoraient les unes les autres; ce n'est que depuis la fin des années 1990 qu'un dialogue plus régulier, quoique toujours relativement peu fréquent, a commencé à s'instaurer. Afin d'esquisser à grands traits la démarche mise en œuvre plus loin, il est utile de commencer par situer les différentes approches les unes par rapport aux autres et de mettre en évidence les contrastes et complémentarités entre elles.

Commençons par les sciences du langage elles-mêmes, au sein desquelles on peut distinguer plusieurs courants. Voici longtemps que la sociolinguistique classique, en se basant sur le concept de *domaine*, a identifié le *travail* comme l'un d'entre eux (Fishman, 1965), inaugurant une tradition qui a fortement influencé la plupart des travaux en la matière pendant un quart de siècle. Les études qui s'inscrivent dans cette tradition visent généralement à décrire les pratiques linguistiques, y compris plurilingues, dans le contexte de l'activité professionnelle et surtout à comprendre les déterminants de ces pratiques. Cela conduit souvent à mettre l'accent sur les processus qui marginalisent certaines langues, notamment minoritaires, au profit de langues de plus grande diffusion (la littérature sur la question est abondante; voir par exemple Kontra *et al.*, 1999).

Depuis la fin des années 1980, d'autres courants relevant de la vaste famille de la linguistique appliquée ont gagné en influence. Parmi ceux-ci, on peut, à l'instar de Coray & Duchêne (2017), distinguer plusieurs courants principaux. Pour la plupart, ils s'éloignent du concept de domaine, considéré comme trop fixiste, et privilégient l'*interaction*, abordée comme le lieu où se nouent, voire se négocient, entre interlocuteurs, les choix de la ou des langues à utiliser, y compris en contexte professionnel. Cet accent sur l'interaction, notamment orale, est partagé par diverses approches par ailleurs différentes les unes des autres, allant de l'analyse conversationnelle à l'ethnométhodologie (voir diverses contributions rassemblées dans Berthoud, Grin & Lüdi, 2013; Lüdi *et al.*, 2016). Ces travaux ne visent pas à mettre en évidence les effets économiques du travail dans telle ou telle langue. Ils sont centrés sur les pratiques linguistiques dans l'interaction et les représentations à leur propos; ces représentations, dont les discours sont considérés comme la trace,

influencent des pratiques et les discours peuvent à leur tour non seulement véhiculer mais aussi (re)produire des représentations.

En parallèle à ces approches, d'autres courants de la linguistique appliquée se sont attachés à comprendre les pratiques multilingues en contexte professionnel, en s'appuyant sur une forme de pragmatique appliquée (voir par exemple les contributions rassemblées dans Behr *et al.*, 2007 et Behr *et al.*, 2010). Quoique davantage orientés vers l'identification de certains éléments de *corpus* (lexicaux ou morpho-syntaxiques par exemple), ces travaux s'intéressent moins au discours en tant que *déterminant* des pratiques observées qu'aux *objectifs* que les locuteurs, en adoptant telle ou telle stratégie, cherchent à atteindre dans le cadre de leur activité professionnelle: quels effets, par exemple, vise-t-on à produire auprès de la clientèle lorsque l'on décide de passer par telle ou telle langue pour la communication externe d'une entreprise? Notons aussi, par comparaison avec l'approche précédente, un accent plus fort sur l'écrit.

Enfin, on distinguera un courant plus sociolinguistique, qui voit le monde du travail comme le lieu où les pratiques linguistiques, y compris plurilingues, expriment et reproduisent des rapports sociaux, notamment les rapports de domination qui les caractérisent (voir par exemple Duchêne, 2011; Duchêne & Heller, 2012).

Les sciences du langage ne sont toutefois pas les seules à s'être intéressées aux pratiques plurilingues au travail. Signalons d'abord une tradition issue des sciences de la gestion. L'entreprise y joue un rôle central, à la fois comme contexte d'utilisation des langues et instance de prise de décision qui poursuit une série d'objectifs. Certains d'entre eux (par exemple en matière de langues dans la publicité) sont directement liés au commerce et à la vente et saisis au travers de variables économiques; d'autres le sont indirectement, en tant qu'ils mettent l'accent sur les pratiques linguistiques adoptées (plus ou moins délibérément) dans la communication interne à l'entreprise (pour un panorama synthétique récent de ce courant de recherche, voir, par exemple, Piekkari *et al.*, 2014)³. Cependant, si ce courant de recherche tient explicitement compte de *l'existence* d'effets économiques associés à telle ou telle pratique, ces effets apparaissent surtout en filigrane dans la plupart des travaux. Par exemple, certains auteurs considèrent que l'adoption, par une firme multinationale, d'un *company language* (presque systématiquement l'anglais) a pour objectif une communication plus efficace et donc, en fin de compte, une rentabilité accrue, par rapport à l'utilisation non régulée des diverses langues que parlent les collaborateurs de l'entreprise. En revanche, ce lien entre les pratiques linguistiques plurilingues et les résultats économiques (volume de production, chiffre d'affaires, profit, etc.) n'est jamais mesuré ni chiffré.

Les tentatives d'estimation de ce lien proviennent d'un autre courant de recherche, qui est celui de l'économie des langues, spécialité ancrée dans les sciences économiques mais située sur les marges de la discipline. L'économie des langues est, dans son immense majorité, tournée vers la diversité des langues, notamment dans

³ Voir aussi divers numéros de la revue *Management et Avenir*, notamment le n° 55: 5 (2012), qui porte sur "La question du langage et de la communication dans le management international: un défi pour les hommes et les organisations".

le cadre d'activités économiques et en lien avec la production, la consommation et l'échange. Si certains travaux demeurent fortement focalisés sur les variables économiques (par exemple, pour Chiswick & Miller, 2007, les taux de salaire), de larges pans de la recherche en économie des langues se caractérisent par une forte orientation interdisciplinaire, avec prise en compte explicite des travaux issus d'autres sciences sociales et humaines, comme les sciences du langage (Vaillancourt, 1985; Grin, 2003, 2016; Grin *et al.*, 2010; Gazzola & Wickström, 2016).⁴

Avant de clore ce rapide survol, il convient d'insister sur le fait que les différentes littératures scientifiques sur les langues et le multilinguisme au travail ne sont pas totalement disjointes et que des ponts entre celles-ci ont pu être jetés, avec référence explicite aux travaux issus des autres perspectives. Cette mise en relation explicite apparaît aussi bien dans des travaux issus des sciences du langage (Coulmas, 1992; Vigouroux & Mufwene, 2020) que des sciences économiques (Grin, 2010; 2011; 2022). C'est dans cette dernière perspective, ancrée dans les sciences économiques mais à vocation interdisciplinaire, qu'entend s'inscrire la présente contribution, qui part d'un constat général: malgré le volume considérable de la recherche (toutes provenances disciplinaires confondues) sur les langues au travail, la question n'est encore documentée que de façon très partielle, et ceci pour diverses raisons.

La première d'entre elles tient au fait que la majorité des observations empiriques proviennent de recherches qualitatives ayant la forme d'études de cas. Celles-ci offrent, certes, une granularité fine, mais ne permettent pas forcément la généralisation. Pour cette dernière, des données "RAD" (Représentatives, en Assez grande quantité et suffisamment Détaillées) sont nécessaires. Des données RAD sont indispensables pour mettre en œuvre certains outils statistiques grâce auxquels on peut mettre en évidence, dans tel ou tel cas particulier mais aussi de façon générale, l'existence de régularités et de tendances dans les pratiques linguistiques des acteurs. C'est vers cette tâche que nous nous tournons à présent, à l'aide d'une base de données jamais encore exploitée dans ce sens.

Présentation des données et aperçu du contexte suisse

L'enquête ELRC

L'*Enquête sur la langue, la religion et la culture* (ELRC) est la plus riche source d'informations sur les langues dans le système de recensement fédéral suisse. Elle récolte de très nombreuses données sur les pratiques linguistiques de la population résidante dans différents contextes, y compris celui du travail. En outre, elle fournit un vaste éventail d'informations sur les caractéristiques socio-démographiques et régionales, la pratique d'activités culturelles et religieuses ou liées à la spiritualité, et

⁴ Ce bref panorama ne prétend pas à l'exhaustivité, et l'on peut signaler l'existence d'une orientation plus diffuse en termes disciplinaires, mais dont les contributions ont en commun une attention particulière aux thématiques "macro" et un souci des implications qui en découlent pour les politiques publiques, sous forme de politique linguistique ou de politique d'enseignement des langues (Lambert & Moore, 1990; DGLFLF, 2007; Secrétariat à la politique linguistique, 2004).

les sentiments de cohésion et d'intégration sociale. Ces informations ont pour but de mieux orienter la politique du plurilinguisme, la politique culturelle et la politique d'intégration du pays, tant au niveau de la Confédération suisse que des 26 cantons qui la composent. L'enquête est réalisée tous les cinq ans depuis 2014 par l'*Office fédéral de la statistique* (OFS).

La population cible de l'enquête porte sur la population résidente permanente âgée de 15 ans ou plus, vivant dans un ménage privé en Suisse. À partir de cette population cible, les participants sont sélectionnés aléatoirement dans le registre d'échantillonnage de l'OFS et les données sont récoltées au niveau individuel. Ces données sont représentatives au niveau de la Suisse dans son ensemble et des sept macro-régions, en plus des strates territoriales spécifiques définies par l'enquête.

L'ELRC se compose d'un entretien téléphonique (CATI, ou *computer-assisted telephone interviewing*), suivie d'un questionnaire en ligne (CAWI, ou *computer-assisted web interviewing*) ou écrit (PAPI, ou *paper-and-pencil interviewing*). Les informations que nous utilisons dans cette étude proviennent toutes de l'enquête CATI.

Chaque personne tirée au sort reçoit une lettre officielle de l'OFS qui annonce l'enquête et explique les objectifs et le déroulement de l'ELRC. Ensuite, les entretiens téléphoniques sont menés par les enquêteurs professionnels d'un institut mandaté par l'OFS. L'enquête est réalisée en parallèle en allemand, en français et en italien, selon la région linguistique où réside la personne interrogée. Si les compétences linguistiques de celle-ci sont insuffisantes, l'entretien téléphonique peut être réalisé avec l'aide d'une tierce personne (entretien dit "par proxy").

Notre étude s'appuie sur la dernière édition de l'enquête, à savoir l'ELRC 2019. Dans cette édition, l'ensemble des répondants au sondage téléphonique totalise 13.417 personnes, dont 246 (environ 1,8%) par proxy.

Langues au travail et caractéristiques socio-démographiques: le contexte suisse

Afin d'interpréter correctement les données de l'ELRC, un bref rappel de quelques caractéristiques démo- et sociolinguistiques de la Suisse est nécessaire. Ce pays fédéral d'un peu plus de 8,5 millions d'habitants compte quatre langues nationales (allemand, français, italien et romanche), dont les trois premières sont pleinement officielles et la quatrième partiellement officielle. Selon le relevé structurel de 2019, étaient déclarées comme "langue(s) principale(s)" l'allemand ou le suisse-allemand (62,1% de la population résidente), le français (22,8%), l'italien (8,0%), le romanche (0,5%), l'anglais (5,7%), le portugais (3,5%), l'albanais (3,3%), le serbe, le croate ou le bosniaque (2,3%), l'espagnol (2,3%) ou d'autres langues (7,9%). Le total dépasse les 100% car dans les *relevés structurels* (qui après l'année 2000 ont remplacé les *recensements* auparavant réalisés tous les dix ans), il est possible de déclarer plus d'une langue principale.⁵ Le régime linguistique de la Suisse se caractérise par une forte territorialité, inscrite dans la Constitution fédérale à l'art. 70, al. 2, qui donne lieu à des régions linguistiques clairement départagées, y compris en matière d'usage

⁵ Voir <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/languesreligions/langues.html>, consulté le 29.12.2021.

officiel des langues. Par exemple, la région germanophone (ou “Suisse alémanique”) est à 85,4% habitée par des personnes déclarant l’allemand comme langue principale (seule ou avec une autre langue), et le français et l’italien n’y sont pas utilisés par les autorités ou les écoles, sinon à titre de langues étrangères offertes dans les programmes scolaires. De même, la région francophone (ou “Suisse romande”) est à 83,4% francophone, sans usage officiel de l’allemand et de l’italien. Enfin, la Suisse italienne (qui coïncide essentiellement, mais pas exclusivement, avec le canton du Tessin) est à 88% italophone, sans usage officiel de l’allemand et du français.⁶ La territorialité a notamment pour conséquence que la grande majorité des résidents sera, dans son quotidien linguistique, amenée à utiliser la langue officielle locale, y compris dans son activité professionnelle. La vraie question est alors de voir quelles sont les situations dans lesquelles on utilise, *en plus*, d’autres langues (et alors, lesquelles) et quelles sont les situations dans lesquelles on n’utilise *pas* la langue locale.

Dans l’ELRC, les langues et dialectes pris en compte donnent lieu à une classification à un haut niveau de précision mais pour les besoins de la présente étude, les langues d’intérêt ont été regroupées dans des catégories plus générales; ce regroupement est expliqué dans le tableau A.1 fourni en annexe. Comme cette étude porte sur les langues dans l’activité professionnelle, il convient de retenir la part de la population qui en exerce une, c’est-à-dire la *population active occupée* ou “PAO”.

Statut sur le marché du travail	% population
Actif occupé	67%
Sans emploi	3%
Non-actif	30%
Total	100%

Tableau 1 – Répartition de la population selon le statut sur le marché du travail, 2019

Les personnes actives occupées en Suisse constituent donc 67% de la population. Mis à part 3% de personnes sans emploi, le solde est constitué de “non-actifs”, terme technique désignant des personnes qui n’exercent pas d’activité rémunérée et ne sont pas activement en train d’en chercher une; il s’agit surtout de personnes retraitées, ainsi que d’étudiantes et étudiants sans travail (en-dehors de leurs études).

Le tableau 2 indique, par ordre décroissant, les langues le plus fréquemment citées par les personnes interrogées. Les chiffres rapportés sont calculés en termes de pourcentage de la PAO. Comme de nombreuses personnes utilisent plus d’une langue au travail, le total des attributions dépasse les 100%. L’allemand est la langue la plus souvent employée au travail (78%), suivie de l’anglais (40%), du français (38%) et de l’italien (12%). Parmi les langues non nationales, en sus de l’anglais, les plus souvent utilisées au travail sont l’espagnol (3%) et le portugais (2%). Chacune des

⁶ Les régions de langue romanche constituent un cas particulier: elles sont fortement germanisées (47,2%) du fait de l’immigration de citoyens germanophones et d’une certaine émigration des romanchophones vers les centres urbains.

autres langues non nationales est utilisée par moins de 1% des personnes actives occupées, pour un total de 4%.

Langue	% PAO
Allemand	78%
Anglais	40%
Français	38%
Italien	12%
Espagnol	3%
Portugais	2%
Autres	4%

Tableau 2 – Langues utilisées au travail, 2019

Les données ELRC couvrent un vaste éventail d'informations sur les caractéristiques socio-démographiques. Ces informations comprennent, par exemple, l'âge, le sexe, l'état civil, etc. Dans cette étude, nous nous intéresserons en particulier à la grande région de résidence, à la situation professionnelle et à la catégorie socio-professionnelle. Les trois tableaux qui suivent décrivent la répartition de la PAO en termes de ces attributs.

Grande région	% PAO
Région lémanique	17%
Espace Mitteland	22%
Suisse du Nord-Ouest	14%
Zurich	19%
Suisse orientale	15%
Suisse centrale	10%
Tessin	4%
Total	100%

Tableau 3 – Répartition de la PAO par grande région de résidence,⁷ 2019

Situation professionnelle	% PAO
Indépendant·e avec employé·e(s)	3%
Indépendant·e sans employé·e(s)	6%
Collaborat. famil.	2%
Salarié·e membre de la direction	4%
Salarié·e avec personnel sous ses ordres	22%
Salarié·e sans personnel sous ses ordres	57%
Apprenti·e	4%
N/A	1%
Total	100%

Tableau 4 – Répartition de la PAO par situation professionnelle, 2019

Près de 85% de la PAO suisse est salariée. Dans ce groupe, à peu près un cinquième (22%) des travailleurs ou travailleuses a du personnel sous ses ordres. Les personnes salariées faisant également partie d'instances de direction représentent 4% du total. Le solde (57%) est constitué de personnes salariées sans personnel auquel

⁷ Les cantons compris dans chaque grande région sont énumérés dans le tableau A.2 de l'annexe.

elles donnent des instructions; cette catégorie est donc de loin la plus nombreuse. Les personnes qui travaillent de manière indépendante représentent environ 9% de la population. À raison de 4%, l'échantillon est constitué de personnes en apprentissage; en effet, dans le système dit "dual" de formation professionnelle que connaît la Suisse, un apprentissage suppose un contrat de travail avec une entreprise ou une administration, où la personne en formation, qui touche d'emblée un (modeste) salaire, passe en moyenne sept demi-journées par semaine, les trois autres se déroulant dans une école professionnelle.

Catégorie socio-professionnelle	% PAO
Dirigeants / dirigeantes	3%
Professions libérales et assimilées	3%
Autres indépendant·e·s	9%
Professions intellectuelles et d'encadrement	21%
Professions intermédiaires	29%
Non-manuel-le·s qualifié·e·s: employé·e·s	18%
Manuel-le·s qualifié·e·s: ouvriers/ières	7%
Travailleurs/euses non qualifié·e·s	5%
Apprenti·e·s (en formation professionnelle duale)	4%
Personnes actives occupées non attribuables	1%
Total	100%

Tableau 5 – Répartition de la PAO par catégorie socio-professionnelle, 2019

Pour compléter ce portrait, on notera que les professions dites "intermédiaires" occupent la plus grande partie de la PAO (29%). En deuxième place arrivent les professions intellectuelles et d'encadrement (21%) suivies par les activités qualifiées non-manuelles (18%). Les autres catégories socio-professionnelles portent sur moins de 10% de la PAO.

Analyse descriptive: les liens entre langues au travail et caractéristiques socio-démographiques

Dans cette partie, nous mettons les attributs décrits par les tableaux 3 à 5 en lien avec les pratiques linguistiques au travail.

Étape préliminaire: les catégories de pratiques linguistiques

Une étape nécessaire dans l'analyse quantitative du lien entre langues au travail et caractéristiques socio-économiques consiste à identifier des catégories pertinentes de pratiques linguistiques; pour cela, il est utile de garder à l'esprit le phénomène de territorialité décrit *supra*. De fait, les données montrent que presque toute la PAO (96%) utilise au travail (dans une mesure plus ou moins importante) la langue officielle de la commune de résidence (LCR).

LCR au travail	% PAO
Utilise la LCR au travail (parmi d'autres)	96%
N'utilise pas la LCR au travail	4%
Total	100%
N'utilise que la LCR au travail	46%
Utilise une/des autres langues au travail	54%
Total	100%

Tableau 6 – LCR au travail, 2019

Cependant, la PAO qui n'emploie *que* la LCR dans le contexte professionnel représente moins de la moitié de l'effectif (46%). Ceci veut dire que la moitié des répondants recourent à au moins une langue supplémentaire, en sus de la LCR. Cette langue (ou ces langues) peut être une autre langue nationale ou pas. Parmi les langues non-nationales, comme le montre le tableau 2, l'anglais joue un rôle de premier plan dans le contexte professionnel. Les implications ne sont, dès lors, pas tout à fait les mêmes si, à côté de la LCR, on utilise une (ou plusieurs) des autre(s) langue(s) nationales de la Suisse (ALCH) ou l'anglais, ou encore les deux.

Nous avons donc constitué quatre regroupements (ou profils) de pratiques linguistiques au travail, plus une catégorie résiduelle. Le tableau 7 présente ces catégories, leurs définitions et la proportion de PAO que chacune représente.

Catégorie	Définition	% PAO
<i>LCR</i>	Personnes qui utilisent la LCR et éventuellement une/des autres langues, sauf les ALCH et l'anglais	47%
<i>LCR et une/des ALCH</i>	Personnes qui utilisent la LCR, une/des ALCH et éventuellement une/des autres langues, sauf l'anglais	10%
<i>LCR et anglais</i>	Personnes qui utilisent la LCR, l'anglais et éventuellement une/des autres langues, sauf les ALCH	22%
<i>LCR, anglais et une/des ALCH</i>	Personnes qui utilisent la LCR, l'anglais, une/des ALCH et éventuellement une/des autres langues	17%
<i>Catégorie résiduelle</i>	Personnes qui n'utilisent pas la LCR	4%

Tableau 7 – Typologie des pratiques linguistiques au travail

En contexte professionnel, un peu moins de la moitié (47%) de la PAO utilise la LCR et éventuellement une ou des autres langues, mais pas les autres langues nationales ou l'anglais. Environ un cinquième combine la LCR et l'anglais (22%) ou la LCR, l'anglais avec une ou des autres langues nationales (17%). Finalement, 10% de la PAO utilise la LCR au travail, ainsi qu'une ou plus d'une autre langue nationale, mais pas l'anglais.

Statistiques descriptives

Les données de l'ELRC indiquent quelles sont les langues les plus utilisées au travail ainsi que les attributs socio-démographiques de la population. Cependant, il est plus instructif de combiner ces informations afin de déterminer quelles langues sont les plus utilisées dans certaines professions ou régions. Dans ce but, commençons par un tableau à double entrée qui répartit la PAO par profil de pratiques linguistiques au travail et par grande région de résidence.

Catégorie	<i>LCR</i>	<i>LCR et une/ des ALCH</i>	<i>LCR et anglais</i>	<i>LCR, anglais et une/ des ALCH</i>	<i>Catégorie résiduelle</i>	<i>Total</i>
Région lémanique	45	9	23	16	6	100
Espace Mitteland	44	17	14	21	4	100
Suisse du Nord-Ouest	51	7	24	15	3	100
Zurich	39	7	33	17	4	100
Suisse orientale	58	9	20	12	2	100
Suisse centrale	53	6	25	15	1	100
Tessin	42	23	11	20	3	100
Total	47	10	22	17	4	100

Tableau 8 –PAO par catégorie de pratiques linguistiques au travail et grande région de résidence, en pourcentages, 2019

Le pourcentage de population active occupée (PAO) qui utilise au travail la langue officielle de la commune de résidence (LCR), mais ni l'anglais ni une autre langue nationale (ALCH), varie beaucoup selon la région. Ce taux est le plus élevé en Suisse orientale (58%), centrale (53%) et du Nord-Ouest (51%). À l'autre extrême, on trouve Zurich (39%) et le Tessin (42%). À Zurich notamment, on relève presque la même proportion de PAO qui n'utilise que la LCR (39%) et qui utilise la LCR et l'anglais (33%).

La combinaison "LCR + anglais" arrive en deuxième position partout, sauf dans l'Espace Mitteland où la rubrique "LCR + anglais + une/des ALCH" prévaut (21%), ou au Tessin où environ un quart (23%) de la PAO emploie la LCR et une/des ALCH (mais pas d'anglais) au travail.

On peut également classifier la PAO en croisant le profil de pratiques linguistiques au travail avec la situation professionnelle et la catégorie socio-professionnelle, comme le montrent respectivement les tableaux 9 et 10.

Catégorie	<i>LCR</i>	<i>LCR et une/ des ALCH</i>	<i>LCR et anglais</i>	<i>LCR, anglais et une/ des ALCH</i>	<i>Catégorie résiduelle</i>	<i>Total</i>
Indép. avec employé·e(s)	52	11	18	17	3	100
Indép. sans employé·e(s)	52	9	20	14	5	100
Collaboration familiale	69	5	10	11	4	100
Salarié·e membre de la direction	28	9	28	31	4	100
Salarié·e avec pss⁸	41	12	26	19	3	100

⁸ pss^o = personnel sous ses ordres.

Salarié·e sans pssso	49	10	22	16	4	100
Apprenti·e	59	8	19	13	1	100
Total	47	10	22	17	3	100

Tableau 9 – Pourcentage de PAO par profil de pratiques linguistiques au travail et situation professionnelle, en pourcentages, 2019

Il ressort du tableau ci-dessus que, parmi les profils de pratiques linguistiques qui nous intéressent ici, la plupart des personnes indépendantes (52%), de celles qui collaborent dans une entreprise familiale (69%) ou de celles qui sont en apprentissage (59%) n'utilisent que la LCR au travail. Parmi les personnes salariées qui n'ont pas de personnel sous leurs ordres, près de la moitié n'utilise que la LCR. Ce chiffre descend à 41% pour les personnes salariées que leur position hiérarchique amène à donner des instructions à du personnel; il tombe à 28% pour les membres de la direction. Dans chaque catégorie, quelque 10% de la PAO indique la combinaison "LCR + une/des ALCH", à l'exception des collaborateurs ou collaboratrices familiales, qui n'utilisent cette combinaison que dans 5% des cas. Les membres de la direction recourent le plus souvent aux combinaisons qui comportent la LCR et l'anglais ou la LCR, une/des ALCH et l'anglais.

Catégorie	<i>LCR</i>	<i>LCR et une/des ALCH</i>	<i>LCR et anglais</i>	<i>LCR, anglais et une/des ALCH</i>	<i>Catégorie résiduelle</i>	<i>Total</i>
Dirigeant·e·s	26	9	29	31	5	100
Prof. libérales et assimilées	26	6	33	31	3	100
Autres indépendant·e·s	54	9	20	12	4	100
Professions intellectuelles	29	10	31	25	5	100
Professions intermédiaires	46	11	25	16	2	100
Non-manuel·le·s qualifié·e·s: employé·e·s	50	13	18	16	3	100
Manuel·le·s qualifié·e·s: ouvriers/ières	76	9	9	3	4	100
Travailleur/ses non qualifié·e·s	75	10	4	3	8	100
Apprenti·e·s	59	8	19	13	1	100
PAO non attribuables	48	4	19	11	17	100
Total	47	10	22	17	4	100

Tableau 10 – Pourcentage de PAO par profil de pratiques linguistiques au travail et catégorie socio-professionnelle, en pourcentages, 2019

De façon générale, ce tableau montre qu'au sein des catégories socio-professionnelles plus élevées, l'usage de la LCR en combinaison avec l'anglais ou une/des ALCH est plus fréquent que son usage en solo. De l'autre côté, au sein des catégories moins élevées, on observe l'inverse, et c'est l'usage de la LCR en solo qui prévaut. En particulier, les personnes occupant une fonction dirigeante et celles qui œuvrent dans les professions libérales utilisent plus souvent la LCR en association avec l'anglais et une/des ALCH (31% les deux) ou avec l'anglais (29% et 33% respectivement) qu'en solo (26% les deux). Les personnes exerçant une profession intellectuelle utilisent aussi la combinaison LCR et anglais plus souvent (31%) que la LCR seulement (29%). À l'inverse, la plupart des personnes qui exercent un travail manuel qualifié (76%), ou un travail non qualifié (75%), de même que les personnes en apprentissage (59%) utilisent principalement la LCR seule. À mi-chemin entre ces deux extrêmes, on trouve les activités indépendantes, les professions intermédiaires et les personnes employées dans une activité non-manuelle qualifiée, qui utilisent la LCR en solo dans environ la moitié des cas.

Analyse statistique

Les résidus standardisés ajustés

Les tableaux 8, 9 et 10 indiquent les fréquences relatives de chaque combinaison de pratiques linguistiques et de caractéristiques socio-démographiques; à ce titre, ces fréquences fournissent sans doute des indications importantes sur le lien entre les langues au travail et les attributs concernés. Cependant, ces tableaux sont parfois rébarbatifs et l'information qu'ils contiennent peut être difficile à synthétiser. En outre, ils ne suffisent pas à établir dans quelle mesure la répartition observée est révélatrice (ou non) d'une relation statistiquement significative. Pour nous en assurer, nous recourons ici à la technique trop souvent négligée des *résidus standardisés ajustés*, qui permet à la fois de quantifier et de vérifier la significativité statistique de l'*association* (ou, réciproquement, de la *dissociation*) entre des variables catégorielles (ou qualitatives), par opposition aux variables quantitatives.⁹

En bref, cette procédure compare les fréquences observées (celles qui sont rapportées en pourcentage dans les tableaux 8 à 10) avec les fréquences auxquelles on devrait s'attendre s'il n'y avait *aucune relation significative* entre les variables considérées (ce qui reviendrait à l'*indépendance* entre les variables). Or, on note des *différences* entre les fréquences observées grâce aux données et les fréquences qu'on observerait s'il y avait indépendance. Mais ces différences sont-elles importantes et, surtout, *significatives*?

⁹ Dans le cas de variables quantitatives, on utilise généralement le coefficient de corrélation (par exemple, dans l'analyse des parcours scolaires, on peut calculer la corrélation entre les notes obtenues par les élèves et le niveau de revenu du ménage où ils grandissent). La notion de coefficient de corrélation n'est pas applicable en tant que telle à l'étude des relations entre des variables qualitatives, par exemple si l'on s'intéresse au lien entre l'affiliation à tel ou tel parti politique et l'appartenance à telle ou telle communauté religieuse, si plusieurs partis et plusieurs communautés sont en présence.

À partir de ces différences (ou résidus), on peut bien sûr effectuer le test classique du chi-carré (χ^2), qui calcule la plausibilité d'obtenir les fréquences observées *au cas où il n'y a pas de lien* (d'association ou de dissociation) entre les variables en ligne et en colonne. Cependant, la limite du test du χ^2 est qu'il opère au niveau d'un tableau croisé pris *globalement*. Il permet d'établir s'il existe, oui ou non, une relation significative entre deux variables mais il ne fournit pas en soi d'indication de la *force* ni de la *direction* de ce lien; et surtout, il ne nous dit pas si, au cas où le test du χ^2 amène à rejeter l'hypothèse d'indépendance, cette *non*-indépendance est principalement due à telle ou telle *modalité* de la variable en ligne ou de la variable en colonne. Or, c'est justement en éclaircissant ce point que l'on se donne les moyens de mieux comprendre la relation en cause.

Dans ce but, on commencera par calculer les résidus au niveau de chaque cellule du tableau. Ces résidus (c'est-à-dire les différences entre fréquences observées et fréquences attendues en cas d'indépendance) fournissent des informations importantes sur la direction et la force de l'association (ou, au contraire, de la dissociation) entre une *modalité spécifique* de la variable en ligne et une *modalité spécifique* de la variable en colonne. Une différence positive indique qu'il y a, dans la réalité saisie par les données RAD, plus d'individus dans une combinaison spécifique que si les deux variables étaient indépendantes. En d'autres termes, il y a *association* entre une modalité spécifique de la variable en ligne et une modalité spécifique de la variable en colonne. Réciproquement, une différence négative indique qu'il y a *dissociation*.

En termes de force de l'association, plus la différence entre fréquences observées et fréquences attendues est élevée en valeur absolue, plus la relation entre les variables est significative. Ces différences peuvent être standardisées et ajustées afin d'en faciliter l'interprétation. Quand on travaille avec les résidus standardisés ajustés (RSA), toutes les valeurs absolues supérieures à 2 sont significatives. Il faut toutefois rester prudent quant à l'interprétation des résultats, car la signification statistique est liée à la taille du jeu de données. En particulier, plus cette taille est importante, plus il sera facile de trouver une relation statistiquement significative. Ce fait ressort des formules spécifiques qui sont employées afin de calculer les RSA, mais il reflète aussi le principe plus général selon lequel disposer de plus d'informations justifie une plus grande confiance dans les résultats. Tout en gardant cette réserve à l'esprit, il reste vrai que plus la valeur absolue du RSA est importante, plus l'association (s'il s'agit d'une valeur positive) ou la dissociation (s'il s'agit d'une valeur négative) entre les caractéristiques considérées est forte et significative (Berman & Wang, 2018; Bewick *et al.*, 2004).

Calcul et interprétation des RSA

Après avoir présenté les fréquences observées en pourcentage pour les relations d'intérêt dans les tableaux 8 à 10, nous avons décrit un outil analytique permettant de vérifier s'il y a une relation forte et significative entre les caractéristiques considérées; nous pouvons donc à présent passer aux résultats chiffrés. Ceux-ci sont basés non sur les données brutes mais, conformément à la pratique standard de traitement par l'OFS des données récoltées auprès d'un échantillon représentatif, sur

la projection des données brutes sur la population résidente totale au moyen de coefficients de pondération.

Le tableau 11 rapporte les RSA par catégorie de pratiques linguistiques au travail et grande région de résidence.

Catégorie	LCR	LCR et une/des ALCH	LCR et anglais	LCR, anglais et une/des ALCH	Catégorie résiduelle
Région lémanique	-37	-28	23	-24	142
Espace Mittelland	-68	250	-232	137	20
Suisse du Nord-Ouest	71	-85	29	-33	-49
Zurich	-171	-122	263	20	30
Suisse orientale	191	-48	-53	-119	-76
Suisse centrale	84	-112	48	-31	-88
Tessin	-44	184	-111	41	-17

Tableau 11 – RSA par catégorie de pratiques linguistiques au travail et grande région de résidence, 2019

Tous les RSA sont supérieurs à 2 en valeur absolue, ce qui indique que les relations en cause sont statistiquement significatives. Du reste, le test du χ^2 signalait d'emblée (avec une probabilité inférieure à 0.001) qu'il était fortement improbable qu'il n'y ait *pas* d'association entre les variables. Mais grâce aux RSA, nous pouvons remarquer que *certain*s liens, positifs ou négatifs, sont nettement plus forts que d'autres.

Le tableau 11 nous montre ainsi une forte association entre le fait de résider en Suisse orientale, centrale et du Nord-Ouest d'un côté, et le fait d'utiliser, au travail, la langue de la commune de résidence d'autre part (en l'occurrence, l'allemand et/ou le suisse-allemand, puisqu'il s'agit de trois régions germanophones), mais *sans* utiliser l'anglais ou une autre langue officielle de la Suisse. Cette association est particulièrement significative en Suisse orientale (191) où, à l'inverse, on note une *dissociation* avec les autres catégories de pratiques linguistiques.

Dans toutes les autres grandes régions, la pratique au travail de la LCR *seule* est moins fréquente. Cette association négative – ou cette *dissociation* – est spécialement marquée à Zurich (-171); en même temps, le fait de vivre à Zürich est fortement associé à des pratiques multilingues, notamment avec le recours à la combinaison “LCR + anglais” (263). On soulignera ici le contraste que cela illustre entre Zürich, capitale financière fortement tournée vers l'international, et d'autres régions comme l'Espace Mittelland et le Tessin, où les combinaisons de langues au travail dénotant une association positive sont plutôt celles qui incluent une ou des autres ALCH (avec ou sans l'anglais).

Certains chiffres méritent une attention particulière, à commencer par la valeur de 250 pour la case croisant “Espace Mitelland” et “LCR + ALCH”. Ce chiffre dénote une très forte association entre, d'une part, le fait d'habiter dans cette région, qui réunit un canton germanophone, deux cantons francophones et deux cantons

bilingues (voir le tableau A.2 en annexe) et, d'autre part, le fait d'utiliser au travail la langue locale plus une autre langue nationale, mais pas l'anglais. Ce plurilinguisme *en langues nationales* reflète la forte densité des contacts et des échanges le long de la frontière linguistique allemand/français qui traverse cette région.

Un autre chiffre qui retient l'attention est l'association de 142 entre la région lémanique et la catégorie résiduelle des "autres pratiques linguistiques", c'est-à-dire la seule qui *exclut* l'usage de la langue officielle de la commune – en l'occurrence, le français, puisque la région lémanique, composée des cantons de Genève, Vaud et Valais, est essentiellement francophone (l'exception étant, à l'est du canton du Valais, quelques districts germanophones, mais dont le poids dans la région lémanique est faible). Cette forte association exprime le caractère particulièrement divers, en termes linguistiques, de cette région du pays; outre qu'elle attire relativement plus d'immigrants (notamment allophones) que d'autres régions, c'est aussi dans cette région que résident de nombreuses personnes actives, à différents niveaux de responsabilité, dans les organisations internationales et des firmes multinationales où une bonne partie de l'activité professionnelle au quotidien peut se déployer sans recours à la langue officielle locale, le français.

Grâce aux RSA, on a donc pu dépasser le constat assez vague de non-indépendance fourni par le test du χ^2 et voir plus précisément *à quoi tient* la non-indépendance entre région de résidence et profil de pratiques linguistiques au travail.

Poursuivons l'examen avec le tableau 12, qui rapporte les RSA obtenus en croisant le profil de pratiques linguistiques au travail avec la situation professionnelle.

Catégorie	LCR	LCR et une/des ALCH	LCR et anglais	LCR, anglais et une/des ALCH	Catégorie résiduelle
Indép. avec employé·e(s)	32	8	-40	0,1	-12
Indép. sans employé·e(s)	54	-31	-27	-38	41
Collab. famil.	146	-56	-96	-49	13
Salarié·e membre de la direction	-175	-24	65	174	16
Salarié·e avec psso	-156	49	97	77	-33
Salarié·e sans psso	76	13	-38	-82	24
Apprenti·e	109	-36	-37	-48	-57

Tableau 12 – RSA par catégorie de pratiques linguistiques au travail et situation professionnelle, 2019

Là aussi, toutes les relations sont significatives (sauf celle entre "indépendant·e·s avec employé·e·s" et combinaison "LCR + anglais + une/des ALCH"). Le test du χ^2 confirme l'existence d'une relation entre la variable en lignes et la variable en colonnes. Toutefois, les RSA montrent que cette relation est principalement due à certains phénomènes spécifiques. On note ainsi une forte dissociation, parmi les salariés, entre le fait d'avoir du personnel sous ses ordres (ou d'être membre de la direction) d'une part, et l'utilisation de la LCR *seule* d'autre part. En effet, les RSA respectifs sont de -156 et -175. En revanche, avoir des personnes

sous ses ordres (mais sans être membre de la direction) est clairement associé, par ordre décroissant, à l'usage de la LCR en combinaison avec l'anglais (97), ou en combinaison avec l'anglais *et* une/des ALCH (77), puis dans une moindre mesure à l'usage de la LCR en combinaison avec une/des autres ALCH mais *sans* l'anglais (49). On constate aussi qu'il existe une association significative entre l'appartenance à la direction et l'usage de combinaisons entre LCR et anglais, avec ou sans recours à une autre langue nationale (174 et 65, respectivement).

En revanche, il y a une nette association entre l'usage de la LCR seule et l'appartenance aux autres catégories professionnelles, notamment le travail dans une entreprise familiale (146) et l'apprentissage (109). Ces deux groupes présentent, par contre, une dissociation avec presque tous les autres profils de pratiques. On observe la même chose parmi les personnes qui exercent une activité indépendante mais n'ont pas d'employés (même si le degré de significativité est moindre dans ce dernier cas). Pour les indépendants avec personnel et pour les personnes salariées sans personnel sous leurs ordres, on relève des RSA moins extrêmes, ce qui reflète sans doute de la très grande hétérogénéité des pratiques professionnelles que ces types d'activité rassemblent. Néanmoins, on constate une certaine association avec l'usage de la LCR seule (32 et 76 respectivement) ou en combinaison avec une/des ALCH (8 et 13, respectivement).

Examinons enfin, dans le tableau 13, les RSA quand on croise les pratiques linguistiques au travail et la catégorie socio-professionnelle.

Catégorie	<i>LCR</i>	<i>LCR et une/des ALCH</i>	<i>LCR et anglais</i>	<i>LCR, anglais et une/des ALCH</i>	<i>Catégorie résiduelle</i>
Dirigeant·e·s	-150	-15	60	131	32
Prof. libérales et assimilées	-164	-48	103	147	-4
Autres indépendant·e·s	98	-17	-30	-87	10
Professions intellectuelles	-398	-9	229	256	58
Professions intermédiaires	-38	14	98	-18	-103
Non-manuel·le·s qualifié·e·s employé·e·s	60	89	-114	-9	-34
Manuel·le·s qualifié·e·s : ouvriers/ières	356	-32	-201	-228	2
Travailleur/ses non qualifié·e·s	279	-7	-220	-179	112
Apprenti·e·s	109	-36	-35	-47	-60
PAO non attribuables	4	-42	-18	-31	159

Tableau 13 – RSA par catégorie de pratiques linguistiques au travail et catégorie socio-professionnelle, 2019

Dans ce cas également, toutes les relations sont significatives et le test du χ^2 confirme la non-indépendance entre les deux variables mais ce sont les RSA qui

montrent à quoi tient principalement cette non-indépendance. On remarque donc qu'en général, l'appartenance à une catégorie socio-professionnelle moins élevée est plus fortement liée à l'usage exclusif de la LCR au travail. Ainsi, parmi les travailleurs et travailleuses exerçant une activité manuelle qualifiée ou une activité non-qualifiée, de même que parmi les personnes encore en apprentissage, on constate une très forte association avec l'usage de langue officielle de la commune de résidence, mais sans usage d'une autre langue, avec des RSA de 356, 279 et 109 respectivement. En revanche, ces appartenances professionnelles sont dissociées des autres profils de pratique linguistique, avec des RSA négatifs de -201, -220 et -35 respectivement pour "LCR et anglais" et de -228, -179 et -47 respectivement pour "LCR, anglais et une/des ALCH". Par ailleurs, il est intéressant de noter que les professions non qualifiées sont fortement associées (112) avec le *non*-usage de la LCR (c'est-à-dire, la catégorie linguistique résiduelle); ceci traduit la forte présence allophone dans des secteurs d'activité tels que la construction, les services de livraison, etc. En effet si, en 2019, les personnes étrangères représentaient en moyenne environ un quart (26%) de la PAO, dans la catégorie des professions non qualifiées ce pourcentage atteignait 59%.¹⁰

L'association entre l'usage au travail de la LCR seule et l'appartenance à des catégories socio-professionnelles plus élevées est forte et négative. Ces groupes utilisent plutôt la LCR en combinaison avec l'anglais et une/des ALCH ou, dans une moindre mesure, avec l'anglais seulement. En particulier, pour les personnes occupant des fonctions dirigeantes ou exerçant une profession libérale ou intellectuelle, l'association avec l'usage de la LCR en solo est de -150, -164 et -398 respectivement. À l'inverse, pour chacun de ces groupes, la relation positive la plus forte s'avère être avec l'usage de la LCR en combinaison avec l'anglais et une/des ALCH (131, 147 et 256, respectivement).

Les relations présentent un moindre degré de significativité au milieu de l'échelle des catégories socio-professionnelles, notamment pour les professions intermédiaires et les personnes exerçant une activité manuelle qualifiée.

Conclusion

L'examen qui précède ne constitue qu'un rapide survol des pratiques linguistiques au travail dans un pays multilingue comme la Suisse. Contrairement à ce que proposent des pans importants de la recherche sur les langues au travail, notre but n'était pas d'examiner en détail les pratiques linguistiques spécifiques, leurs déterminants (relevant notamment des représentations à l'égard des langues en présence) ou leurs effets (que ce soit pour l'organisation de la production ou la rentabilité économique, par exemple).

Notre but était plutôt de dresser un portrait général de l'incidence de différents types de pratiques, et surtout de mieux cerner les deux types de situation qui, compte tenu du plurilinguisme constitutif de la Suisse et du régime de territorialité qui s'y

¹⁰ Voir <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/actualites/quoi-de-neuf.assetdetail.20544306.html>, consulté le 15.03.2022.

applique, méritent explication: celles où des langues autres que la langue locale sont utilisées au travail – mais alors, lesquelles le sont – et celles où la langue locale n’est pas utilisée du tout dans l’activité professionnelle. Afin de traiter ces questions tout en dépassant la pure statistique descriptive, nous avons recouru à la technique trop peu fréquente des résidus standardisés ajustés, qui nous a permis de mettre en évidence une série d’associations et de dissociations entre des pratiques linguistiques et diverses caractéristiques socio-démographiques.

La portée de ce type d’examen va au-delà du pur compte rendu macrosociolinguistique d’un espace donné. En effet, il reste beaucoup à découvrir sur les causes et les conséquences (notamment économiques et reflétées dans les réalités linguistiques du marché du travail) de telle ou telle pratique linguistique. Ces processus contribuent certainement, tout comme les représentations, à orienter les stratégies des acteurs, qu’il s’agisse d’acteurs collectifs, comme des entreprises ou des associations professionnelles, ou d’acteurs individuels, comme les employés du secteur public ou privé en contact avec des clients, des usagers ou des collègues aux répertoires linguistiques variés. Une compréhension plus approfondie de ces processus peut éclairer les choix individuels et collectifs, notamment sur le plan des politiques linguistiques et, par là-même, aider les sociétés démocratiques à garantir le degré de diversité linguistique qu’elles entendent préserver.

Références bibliographiques

- BARTELS, Lina. 2018. *Les langues au travail: analyse des données de l’enquête sur la langue, la religion et la culture*. 2014. URL: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/publications.assetdetail.4902600.html>. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique.
- BEHR, Irmtraud, Dieter HENTSCHEL, Michel KAUFFMANN & Anja KERN (dir.). 2007. *Langue, économie, entreprise. Le travail des mots*. Paris: Presses Sorbonne Nouvelle.
- BEHR, Irmtraud, Patrick FARGES, Dieter HENTSCHEL, Michel KAUFFMANN & Carsten LANG (dir.). 2010 *Langue, économie, entreprise. Gérer les échanges*. Paris: Presses Sorbonne Nouvelle.
- BERMAN, Evan & Wang XIAOHU. 2018. *Essential statistics for public managers and policy analysts*. Thousand Oaks: Sage.
- BERTHOUD, Anne-Claude, François GRIN & Georges LÜDI (dir.). 2013. *Exploring the dynamics of multilingualism*. Amsterdam: John Benjamins.
- BEWICK, Viv, Liz CHEEK & Jonathan BALL. 2004. Statistics review 8: Qualitative data – tests of association. *Critical Care* 8: 1, 46. URL: <https://doi.org/10.1186/cc2428>.
- BORZEIX, Ann & Béatrice FRAENKEL. 2001. *Langage et travail. Communication, cognition, action*. Paris: CNRS Éditions.

- BOUTET, Josiane. 2001. La part langagière du travail: bilan et évolution. *Langage et société* 98: 4, 17-42.
- CARRÈRE, Céline, Victor GINSBURGH & Fondation pour les études et recherches sur le développement international (France). 2016. L'impact économique des langues. Série "Développement et gouvernance mondiale". Paris : [Clermont-Ferrand]: Economica ; FERDI, Fondation pour les études et recherches sur le développement international.
- CHISWICK, Barry & Paul MILLER. 2007. *The economics of language. International analyses*. New York: Routledge.
- CORAY, Renata & Alexandre DUCHÈNE. 2017. *Mehrsprachigkeit und Arbeitswelt. Literaturübersicht* (Bericht des Wissenschaftlichen Kompetenzzentrums für Mehrsprachigkeit). Fribourg: Institut de plurilinguisme.
- COULMAS, Florian. 1992. *Language and economy*. Boston: Blackwell.
- DGLFLF (Délégation générale à la langue française et aux langues de France). 2007. *Le français, une langue pour l'entreprise*. Paris: Ministère de la Culture et de la Communication.
- DUCHÈNE, Alexandre. 2011. Néolibéralisme, inégalités sociales et plurilinguisme: l'exploitation des ressources langagières et des locuteurs. *Langage et Société* 136: 2, 81-108.
- DUCHÈNE, Alexandre & Monica HELLER (dir.). 2018. *Language in late capitalism. Pride and profit*. New York: Routledge.
- FISHMAN, Joshua. 1965. Who speaks what language to whom and when. *La linguistique* 1: 2, 67-88.
- GAZZOLA, Michele & Bengt-Arne WICKSTRÖM (dir.). 2016. *The economics of language policy*. Boston: MIT Press.
- GRIN, François. 2003. Economics and language planning. *Current Issues in Language Planning* 4: 1, 1-66. [Repris dans Thomas RICENTO (ed.), 2015, *Language policy and planning: critical concepts in linguistics*. New York: Routledge, Chap. 21 (Vol. 1: *Theoretical and historical foundations*)].
- GRIN, François. 2010. Complémentarités entre sciences du langage et analyse économique: le cas des langues étrangères dans l'activité professionnelle. *Bulletin suisse de linguistique appliquée* 2, 107-131.
- GRIN, François. 2011. Les langues dans le monde du travail: quelle(s) recherche(s) nous faut-il? *Babylonia* 3: 11, 43-47.
- GRIN, François. 2016. 50 years of economics in language policy. Michele GAZZOLA & Bengt-Arne WICKSTRÖM (eds.), *The economics of language policy*, Boston: MIT Press, 21-52.

- GRIN, François. 2022. Sociolinguistics and economics: reassessing an ongoing dialogue. Lisa MCENTEE-ATALIANIS & Humphrey TONKIN (dir.), *Language and sustainability*, Berlin: Mouton de Gruyter (sous presse).
- GRIN, François, Claudio SFREDDO & François VAILLANCOURT. 2010. *The economics of the multilingual workplace*. New York: Routledge.
- KONTRA, Miklós, Robert PHILLIPSON, Tove SKUTNABB-KANGAS & Tibor VÁRADY, (dir). 1999. *Language: a right and a resource*. Budapest: Central European University Press.
- LAMBERT, Richard D. & Sarah Jane MOORE (dir.). 1990. *Foreign language in the workplace*. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 511. Newbury Park: Sage.
- LÜDI, Georges, Katharina HÖCHLE MEIER & Patchareerat YANAPRASART. 2016. *Managing plurilingual and intercultural practices in the workplace*. Amsterdam: John Benjamins.
- OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Enquête sur la langue, la religion et la culture*, 2019. URL: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/enquetes/esrk.assetdetail.6467695.html>.
- OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, *Données statistiques de l'OFS sur les langues: sources et concepts*. 2017. URL: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/enquetes/esrk.assetdetail.1900296.html>.
- PIEKKARI, Rebecca, Denice E. WELCH & Lawrence S. WELCH. 2014. *Language in international business. The multilingual reality of global business expansion*. Cheltenham: Edward Elgar.
- SECRÉTARIAT D'ÉTAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE. 2004. *Les pratiques linguistiques dans les entreprises à vocation internationale*. Québec: Ministère de la Culture et des Communications.
- VAILLANCOURT, François, 1985. *Économie et langue*. Québec: Conseil de la langue française.
- VIGOUROUX, Cécile & Salikoko MUFWENE (eds.). 2020. *Bridging linguistics and economics*. Cambridge: Cambridge University Press.

Annexe A.1 – Regroupement de langues

Les données ELRC envisagent une classification des langues et dialectes à un haut niveau de précision. Par exemple, “autrichien” et “bavarois” sont enregistrés individuellement plutôt que sous la rubrique “allemand”. Cette caractéristique contribue à l’exhaustivité de la base de données et peut être très utile pour certaines analyses. Dans le cadre de cette étude, nous avons toutefois décidé de regrouper les langues d’intérêt dans des catégories plus générales. Le tableau ci-dessous présente les groupes de langues utilisés ici et les langues et dialectes qu’elles recouvrent dans la classification originale.

Allemand	Anglais	Espagnol	Français	Italien	Portugais
Allemand standard	Anglais	Espagnol	Français	Italien	Portugais
Autrichien	Américain	Castillan	Québécois	Dialecte tessinois	Brésilien
Bavarois			Bourguignon	Dialecte tessinois	
Souabe				ou italo-grison	
Plattdeutsch				Dialecte italien	
Alémanique				Napolitain	
Suisse allemand				Sicilien	
				Calabrese	
				Lombard	
				Piémontais	
				Vénitien	
				Ligurese	
				Abruzzese	
				Emiliano	
				Romagnolo	

Tableau A.1 – Regroupement de langues et dialectes

Annexe A.1 – Division en grandes régions

Le Tableau A.2 rapporte, par chaque grande région suisse, les cantons qui la composent.

Région lémanique	Espace Mittelland	Suisse du Nord-Ouest	Zurich	Suisse orientale	Suisse centrale	Tessin
Vaud	Berne	Bâle-Ville	Zurich	Glaris	Lucerne	Tessin
Valais	Fribourg	Bâle-Campagne		Schaffhouse	Uri	
Genève	Soleure	Argovie		Appenzell Rh.-E.	Schwytz	
	Neuchâtel			Appenzell Rh.-I.	Obwald	
	Jura			Saint-Gall	Nidwald	
				Grisons	Zoug	
				Thurgovie		

Tableau A.2 – Les cantons composant les grandes régions